



Press Release

Siège / 2017 / 7

17 octobre 2017

État de la population mondiale 2017

Selon le nouveau rapport de l'UNFPA, si l'on ne prend aucune mesure pour réduire les inégalités et que l'on ne parvient pas à protéger les droits des femmes les plus pauvres, le monde pourrait faire face à des troubles, la paix pourrait être compromise et les objectifs mondiaux de développement risquent de ne pas être atteints.

- Seulement environ la moitié des femmes dans le monde ont un emploi rémunéré
- À l'échelle mondiale, les femmes gagnent 77 % du salaire des hommes
- Trois femmes sur cinq dans le monde ne bénéficient pas de congé de maternité, et un grand nombre d'entre elles subissent une « pénalisation de la maternité »

NATIONS UNIES, New York, 17 octobre 2017--Selon le rapport *État de la population mondiale 2017* publié aujourd'hui par l'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population, si l'on ne remédie pas d'urgence aux inégalités et que les femmes les plus pauvres ne sont pas en mesure de décider par elles-mêmes de leur vie, les pays risquent de faire face à des troubles, de voir leur paix menacée et de ne pas parvenir à atteindre leurs objectifs de développement.

Intitulé « Des mondes à part : Santé et droits en matière de reproduction à une époque marquée par les inégalités », le nouveau rapport de l'UNFPA avertit en outre que les inégalités, notamment en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, pourraient compromettre la réalisation des objectifs de la communauté internationale tout entière.

L'absence d'accès des femmes les plus pauvres aux services de santé reproductive, y compris à la planification familiale, peut affaiblir les économies et mettre en péril les progrès accomplis vers l'atteinte de l'objectif de développement durable 1, à savoir éliminer la pauvreté.

Les disparités économiques renforcent d'autres inégalités, lesquelles les renforcent à leur tour. Parmi celles-ci figurent les inégalités en matière de santé des femmes ; en effet, seule une minorité de femmes privilégiées sont en mesure

de contrôler leur fertilité et, en conséquence, d'acquérir des compétences, d'entrer sur le marché du travail et d'accroître leur pouvoir économique.

« Les inégalités au sein des pays aujourd'hui ne sauraient être réduites à une ligne séparant les riches des pauvres », explique le Dr Natalia Kanem, Directrice exécutive de l'UNFPA. « De plus en plus, il s'agit de l'écart entre les personnes qui peuvent et celles qui ne peuvent pas. Les femmes pauvres qui ne sont pas en mesure de décider elles-mêmes du nombre d'enfants qu'elles auront ou qui sont en mauvaise santé en raison de soins insuffisants en matière de santé reproductive forment la majorité des personnes qui ne peuvent pas. »

Dans la plupart des pays en développement, les femmes les plus démunies sont aussi celles qui ont le moins d'options en matière de planification familiale, qui disposent de l'accès le plus limité à des soins prénatals, et qui sont le plus susceptibles d'accoucher sans l'aide d'un médecin ou d'une sage-femme.

Chaque année, dans les pays en développement, le manque d'accès à des services de planification familiale entraîne 89 millions de naissances non planifiées et 48 millions d'avortements. Selon le rapport, non seulement cette situation met la santé des femmes en péril, mais elle limite également leur capacité à entrer sur le marché du travail ou à y rester, et à devenir indépendantes financièrement.

En outre, sans accès à des services associés, comme des services abordables de garde d'enfants, les femmes ne sont pas en mesure de trouver un emploi en dehors du foyer. Quant aux femmes qui travaillent, elles subissent une pénalisation de la maternité en raison de l'absence de congés de maternité payés et de la discrimination des employeurs à l'égard de celles qui tombent enceintes, ce qui contraint de nombreuses femmes à choisir entre leur carrière et avoir des enfants.

« Pour remédier aux inégalités économiques, les pays doivent commencer par s'attaquer aux autres inégalités, notamment en matière de santé et de droits reproductifs, et éliminer les obstacles sociaux et institutionnels, entre autres, qui empêchent les femmes de s'épanouir pleinement », souligne le Dr Kanem.

Pour concrétiser le modèle des Nations Unies qui entend parvenir au développement durable et à des sociétés inclusives d'ici à 2030, le rapport de l'UNFPA préconise d'accorder la priorité aux plus défavorisés. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 « aspire à un avenir meilleur. Un avenir où nous abattons les obstacles et éliminons les disparités, ensemble », affirme le rapport. « La réduction de toutes les inégalités doit être l'objectif. Ainsi, certaines

des contributions les plus efficaces peuvent naître de la concrétisation (...) des droits reproductifs des femmes ».

À propos du Fonds des Nations Unies pour la population

L'UNFPA est le principal organisme des Nations Unies à œuvrer afin de réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est accompli. L'UNFPA vient en aide à des millions de femmes et de jeunes dans 155 pays et territoires.

Suivez l'UNFPA sur Twitter, Facebook et Instagram.

Pour en savoir plus, veuillez contacter :

Omar Gharzeddine : Tél. : +1 212 297 5028, gharzeddine@unfpa.org

Richard Kollodge : Tél. : +1 212 297 4992, kollodge@unfpa.org

www.unfpa.org/swop